



Jean-Luc Moudenc
Président de Toulouse Métropole
6 rue René Leduc
BP 35821
31505 Toulouse Cedex 5

Toulouse, le 24 septembre 2018.

Objet : Financement des projets de mobilités.

Monsieur le Président,

Le 30 juillet je vous ai écrit au sujet du devenir des financements obtenus de l'Etat dans le cadre du 3ème appel à projets « Transports collectifs et mobilités durables », pour des projets précédemment inscrits au Plan de Déplacements Urbains de Tisséo – SMTC.

En décembre 2014, nous avons en effet appris que 4 projets inscrits au PDU étaient retenus par le gouvernement pour bénéficier d'une partie des 450 millions d'€ de crédits réservés dans le cadre de cet appel à projets.

Tisséo se voyait ainsi doté d'une subvention de l'Etat de près de 35 millions : 20 millions pour le prolongement de la ligne B du métro vers Labège, 9,4 millions d'euros pour le BHNS Ouest, 2,5 millions pour le BHNS Oncopole et 1,4 million pour le prolongement du tramway T1 vers le futur parc des expositions.

La contrainte était alors de lancer les travaux des projets avant le 31 décembre 2017. Malheureusement ils n'ont pas été mis en oeuvre à cette date, ou bien pas dans leur configuration initiale. Alors qu'un 4ème appel à projets est annoncé par le gouvernement dans le cadre de la programmation des investissements transports, nous nous interrogeons sur le devenir des crédits précédemment affectés par l'Etat.

Pour conserver ces subventions, le Président de Tisséo avait affirmé fin 2014 qu'il proposerait un budget équivalent avec des projets alternatifs à financer. Ces 35 millions d'€ ont-ils pu être « sanctuarisés » et fléchés sur vos nouveaux projets de mobilité ? Ou bien l'Etat les a-t-il réaffectés à d'autres opérations portées par d'autres collectivités, et devons-nous les considérer comme perdus pour notre territoire ?

Plus largement, nous continuons de nous interroger sur les évolutions des projets d'infrastructures de transports et sur les scénarios financiers qui les sous-tendent.

Le 17 octobre 2016, vous avez invité les élus métropolitains à un séminaire de travail pour examiner la soutenabilité financière du Plan Mobilités. Vous entendiez alors rassurer l'ensemble des élus avant de soumettre le projet à enquête publique.

Si cette présentation soulevait un certain nombre de questions restées sans réponse depuis, celles-ci sont d'autant plus prégnantes deux ans plus tard, après une actualisation à la hausse des budgets des infrastructures de transport (notamment la troisième ligne de métro), après une contractualisation financière avec l'Etat qui encadre notre trajectoire de dépenses, et enfin après l'actualisation de la PPIM intervenue lors du dernier Conseil métropolitain.

L'ensemble de ces interrogations étant restées sans réponse de votre part à ce jour, les élu.e.s écologistes réitèrent leur demande d'information quant à l'évolution des discussions avec l'Etat concernant les subventions non consommées. Nous souhaiterions également l'organisation d'une réunion de travail sur le financement du Plan Mobilités et son actualisation.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez recevoir, Monsieur le Président, mes sincères salutations.

Régis Godec,
Conseiller municipal et métropolitain